

L'UE cible les effets de la présence chinoise

“LA POLITIQUE DE LA CHINE ET SES EFFETS SUR L'AFRIQUE” : les eurodéputés de la Commission parlementaire du Développement ont adopté, mercredi à Bruxelles, un rapport décortiquant la politique de la Chine en Afrique tout en appelant à ne pas généraliser ni simplifier son rôle pour autant. Parmi les constats, celui que l'intérêt de Pékin “semble se limiter aux pays riches en ressources, ignorant un grand nombre d'autres pays africains”. A l'initiative de la socialiste portugaise Ana Gomes, les eurodéputés critiquent les investissements chinois réalisés sans condition – contrairement à ce que fait l'Union – dans des pays soumis à des régimes oppressifs, perpétuant ainsi les violations des droits de l'homme. Ils demandent à l'Union de convaincre Pékin de “suspendre toute coopération militaire et tout accord commercial dans le secteur de l'armement avec les gouvernements coupables de violations de droits de l'homme, ceux engagés dans des conflits ou ceux en passe de faire la guerre”, comme l'Erythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la République démocratique du Congo, le Soudan, la Somalie, le Tchad et le Zimbabwe. Les Européens, eux, devraient maintenir leur embargo sur les ventes d'armes à la Chine aussi longtemps qu'elle en fournira à des forces et des groupes armés qui alimentent et perpétuent des conflits. **(S.Vt.)**

Congo-Kinshasa

Poursuite des accrochages

DES ACCROCHAGES entre groupes armés ont continué la semaine dernière au Nord et au Sud-Kivu, en dépit de l'instauration fin janvier d'un cessez-le-feu dans cette région, a mentionné mercredi la Mission de l'Onu en République démocratique du Congo (Monuc). Le 23 janvier pourtant, tous les groupes armés actifs dans les Kivu ont signé à Goma un “acte d'engagement” pour une cessation immédiate des hostilités et un désengagement progressif de leurs troupes sur le terrain. Depuis, une centaine d'accrochages ont été signalés dans le Nord-Kivu, impliquant le plus souvent les Mai-Mai et le Congrès national pour la défense du peuple du chef rebelle tutsi congolais Laurent Nkunda. **(AFP)**

En très bref

UN RWANDAIS, accusé par Kigali d'avoir participé au génocide, a été interpellé mardi à Annecy, dans les Alpes françaises. Clavere Kamana a été interpellé sur la base d'un mandat d'arrêt international émis par le procureur général de Kigali pour des faits de “génocide et de complicité de génocide”, commis entre octobre 1990 et décembre 1994. **(AFP)**

TROIS MISSILES tirés par un hélicoptère israélien ont endommagé mercredi soir le bâtiment abritant à Gaza le ministère de l'Intérieur du gouvernement du Hamas, a-t-on appris par des témoins. Au moins six Palestiniens ont été blessés, dont deux enfants, selon une source hospitalière. Des membres du Hamas auraient ouvert le feu à la mitrailleuse lourde sur l'hélicoptère. **(AFP)**

Kenya

Le sida, plus meurtrier que les balles

► La vie à repris son cours à Nairobi, mais la tension persiste, faute d'accord politique.

► Dans le bidonville de Kibera, la crise complique la vie des malades du sida.

REPORTAGE

OLIVIER LE BUSSY

À NAIROBI (KENYA)

Deux mois après la réélection, contestable et contestée, du président Mwai Kibaki, la vie a repris son cours à Nairobi. Désertées lors des manifestations de janvier consécutives à l'annonce des résultats du scrutin, les rues de la capitale kenyane sont à nouveau congestionnées par une circulation automobile insensée. Les supermarchés des centres commerciaux ouvrent leurs portes jour et nuit. Et le soir, les bars du centre ne désespèrent qu'aux petites heures de la nuit.

Au tourbillon de violences qui a balayé le Kenya, emporté 1 500 vies et contraint 300 000 personnes à fuir leur foyer, a succédé un calme précaire. D'autant que les négociations entre le président Kibaki et son adversaire Raila Odinga pour le partage du pouvoir sont dans l'impasse (lire ci-dessous).

Kibera, volcan endormi

La tension reste palpable à Kibera, l'un des plus grands bidonvilles d'Afrique, dont la population qu'abritent des masures de briques, de terre et de tôle, bâties à flancs d'une colline de Nairobi, est estimée à près d'un million d'habitants. Fief électoral d'Odinga, Kibera a été l'un des premiers endroits à s'embraser après la “victoire” de Kibaki. Début janvier, le bidonville a été le théâtre de violents affrontements entre les partisans du Parti orange et les forces de l'ordre d'un côté, mais aussi entre les communautés Kalenjin, Luyia, Luo (l'ethnie d'Odinga) et Kikuyu (celle de Kibaki).

Depuis 2003, l'antenne belge de Médecins sans frontières gère à Kibera trois cliniques de soins primaires qui accueillent également quelque 4 000 malades du sida. Alors que le taux de contamination est de 6,1 pc pour l'ensemble du pays, il est de 14 pc dans le bidonville. “Beaucoup

d'habitants sont originaires des provinces de l'Ouest. Ce sont les plus atteintes par la maladie, parce qu'elles sont sur le passage des camions qui font route vers l'Ouganda, et à cause de la tradition qui veut qu'un homme puisse “hériter” de la femme d'un de ses proches à la mort de celui-ci”, explique Anouk Delafortrie de MSF Belgique.

Dans la salle principale d'une de ces cliniques, le Kibera South Center, une vingtaine de patients attendent de passer en consultation. De 8 à 15 heures, près de 200 malades se rendent au centre. Nombre d'entre eux suivent un traitement d'antirétroviraux, souvent couplé à un autre contre la tuberculose, qui attaque leur organisme affaibli par le virus.

“Ils ne sont pas nombreux aujourd'hui”, prévient Walter Kizito, un des spécialistes de la clinique. *Beaucoup de gens n'ont pas honoré leurs rendez-vous du mois de janvier. Soit parce qu'ils ne pouvaient pas quitter leur maison, soit parce qu'ils s'étaient déplacés dans le pays pour voter et n'ont pas pu revenir*, poursuit-il. *Et si les patients n'ont pas accès à leur traitement, cela pourrait être plus mortel que les blessures par balles.”*

L'équipe de MSF a dû s'adapter à cette éruption de violence “que personne n'avait vu venir”



■ Les patients sont moins nombreux qu'à l'ordinaire, au Kibera South Center.

précise Walter Kizito. “Nous tournons actuellement avec un staff réduit”, regrette Anouk Delafortrie. Certains ont été coincés à divers endroits du pays. D'autres ne viennent plus à Kibera, pour des raisons de sécurité.”

Porte à porte

Plusieurs training centers, où sont fournies des informations sur la maladie et le traitement ont été incendiés pendant les émeutes. Des patients séropositifs volontaires œuvrent habituellement comme personnes ressources dans ces centres. “Ils ont eu un rôle primordial pendant la crise”, souligne Walter Kizito, parce qu'ils ont continué à aller trouver les malades chez eux.” Agé de 60 ans, David Azinga, est l'un d'eux: “Je suis

passé de porte à porte pour inviter les gens à rejoindre le centre sans peur. Après avoir appris qu'il était séropositif, il y a un an et demi, David s'est engagé à partager son expérience. Je sais comment utiliser les médicaments. Les gens me font confiance, parce qu'ils m'ont vu quand j'étais très malade et ce que je suis devenu après avoir été traité”, explique-t-il, avec un sourire apaisé.

Il a payé un lourd tribut à la crise: sa maison a été incendiée. “Je vivais à l'endroit où les partisans de Kibaki et d'Odinga se sont affrontés”, raconte David Azinga. Il a depuis retrouvé un toit pour sa famille. Ma maison a brûlé mais ce qui m'a rendu plus fort, c'est d'entendre la conseillère du centre me dire: tout va bien, David, parce que tu n'es pas mort.” ■

ÉPINGLE

Les pourparlers dans l'impasse

Malgré le travail de médiation de l'ancien secrétaire des Nations unies Kofi Annan, les délégations du PNU du président Kibaki et du Parti orange de Raila Odinga ont échoué à conclure un accord sur les modalités d'un partage du pouvoir après plus d'un mois de négociations. Le point d'achoppement porte sur la création d'un poste de Premier ministre, qui devrait être attribué à l'opposition. Les Etats-Unis, par la voix de la Secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, ont fait part de leur impatience. Le commissaire européen au Développement Louis Michel s'inquiète de son côté que les dirigeants kenyans “n'aient toujours pas rempli leur engagement” à trouver un accord politique, les exhortant à “assumer pleinement leurs responsabilités”. **(OleB)**

Tchad

Sarkozy s'invite pour parler... démocratie

► Le sort des opposants et celui des membres de l'Arche de Zoé ont aussi été évoqués.

Le président français est arrivé hier à N'Djamena pour une brève visite au Tchad pendant laquelle il avait l'intention de demander au président Idriss Déby d'accélérer le processus démocratique dans son pays.

Nicolas Sarkozy était accom-

pagné par le ministre de la Défense, Hervé Morin, le commissaire européen au Développement, Louis Michel, et l'ancien président sénégalais, Abdou Diouf, secrétaire général de la Francophonie.

Il a été accueilli à sa descente d'avion par Idriss Déby, avec qui il a évoqué “toutes les questions”, dont celle des opposants politiques tchadiens disparus depuis l'attaque avortée de rebelles contre N'Djamena.

La visite du président français

a deux autres objectifs: “réaffirmer l'amitié et la solidarité de la France envers le peuple tchadien qui est la première victime des crises à répétition que connaît le pays” et “réaffirmer la nécessité de déployer la force européenne de sécurisation de l'Est tchadien, l'Eufor, le long de la frontière avec le Darfour”.

La France a soutenu Idriss Déby face à l'attaque des rebelles qui ont tenté, les 2 et 3 février, de le renverser.

Autre sujet brûlant: les six

Français membres de “L'Arche de Zoé” condamnés par la justice tchadienne à huit ans de travaux forcés pour enlèvement d'enfants renvoyés en France pour y purger leur peine.

Idriss Déby a annoncé au début du mois qu'il était prêt à les gracier si Paris le demandait.

Cette demande de grâce a été transmise à N'Djamena par la France. “Ce n'est pas l'objet de la visite”, disait-on mardi à l'Elysée. Le président ne souhaite pas mélanger les genres.” **(avec AFP)**

Kenya

Accord sur un gouvernement d'union

- Un membre de l'opposition occupera le poste de Premier ministre, nouvellement créé.
- L'accord sous l'égide de Kofi Annan devrait clore une crise qui a fait 1 500 morts.

Le président kényan Mwai Kibaki et l'opposant Raila Odinga ont signé jeudi à Nairobi un accord de gouvernement devant régler la sanglante crise post-électorale, presque deux mois jour pour jour après le début des violences politico-ethniques qui ont ébranlé le Kenya. Les deux rivaux, assis

côte à côte à un bureau devant les services de la présidence kényane, ont paraphé un document de plusieurs pages lors d'une cérémonie publique, en présence du médiateur de l'Union africaine (UA), Kofi Annan, et du président de l'UA, Jakaya Kikwete. MM. Kibaki et Odinga, visiblement émus, se sont ensuite serré la main sous les applaudissements, avant de poser pour les photographes.

"Je suis heureux aujourd'hui que nous ayons signé un accord qui marque le succès des pourparlers", a déclaré M. Kibaki, ajoutant : "Chacun a sa place au Kenya, si nous mettons en valeur la paix et la tolérance."

L'accord de gouvernement de coalition prévoit notamment la création d'un poste de Premier ministre, a annoncé M. Annan à l'issue de la cérémonie. Ce Premier ministre – poste jusqu'à présent inexistant au Kenya et qui devrait revenir à l'opposition – devra être "un membre élu du Parlement", a précisé le médiateur, indiquant que le Parlement devrait se réunir, le 6 mars, pour entériner l'accord.

Depuis le début de la semaine, la communauté internationale avait accentué ses pressions. La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, avait ainsi jugé mardi qu'il "n'y avait aucune d'excuse à un nouveau retard"

pour mettre fin aux violences et averti que les Etats-Unis pourraient prendre des "mesures" contre les dirigeants kenyans.

Le Kenya est plongé depuis deux mois dans une des pires crises depuis l'indépendance en 1963. Elle est née de la contestation par M. Odinga de la réélection de M. Kibaki lors de la présidentielle du 27 décembre, entachée de graves irrégularités selon les observateurs. Plus de 1 500 personnes sont mortes dans les violences politico-ethniques qui ont suivi le scrutin. Signe des tensions persistantes, des heurts interethniques ont fait trois morts, dans la nuit de mercredi à jeudi à Molo, dans l'ouest du pays. (AFP)

Afghanistan

Le prince Harry contre les talibans

LE PRINCE HARRY, fils cadet du prince Charles et troisième dans l'ordre de succession au trône d'Angleterre, a combattu pendant dix semaines les



talibans sur le front en Afghanistan, a annoncé jeudi le ministère britannique de la Défense. Le prince, âgé de 23 ans, a servi secrètement pendant ces dix dernières semaines dans la province d'Helmand, au sud de l'Afghanistan, où est stationnée la quasi-totalité des 7 800 soldats britanniques déployés dans ce pays. Un accord avait été passé avec des médias britanniques pour tenir secret le déploiement du prince pour sa sécurité et celle de ses camarades. En échange, plusieurs journalistes avaient pu lui rendre visite en Afghanistan. L'information a fait l'objet de fuites émanant d'un magazine australien et d'un journal allemand. Le régiment de cavalerie de la maison royale des "Blues and Royals", où sert le sous-lieutenant Harry, devait être déployé en Irak en mai 2007 pour la relève des troupes, mais les risques avaient été jugés trop élevés. (AFP et AP)

Rwanda/Belgique

Georges Ruggiu transféré dans une prison italienne

L'ITALO-BELGE GEORGES RUGGIU, condamné à 12 ans de prison par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) pour son rôle dans le génocide de 1994, a été transféré jeudi en Italie pour y purger le reste de sa peine. Georges Ruggiu a été "remis aujourd'hui (jeudi) à une délégation de haut rang de la police italienne" à Arusha, ville du nord de la Tanzanie où siège le tribunal, et embarqué à bord d'un "vol spécial de l'armée de l'air italienne" à destination de l'Italie, où il doit purger le reste de sa peine, selon un communiqué du TPIR. Le président du TPIR, Dennis Byron, avait décidé à la mi-février, dans une ordonnance, que le condamné serait transféré en Italie. Seul non-Rwandais inculpé à ce jour par le TPIR, Ruggiu, 50 ans, était, pendant le génocide de 1994, animateur à la Radio-télévision libre des mille collines (RTL) qui distillait des messages de haine contre les Tutsis. (Belga)

Maroc/Belgique

Réseau Belliraj : suspects entendus

CENSÉS ÊTRE DIRIGÉS par le Belgo-Marocain Abdelkader Belliraj, 35 islamistes, membres présumés d'un réseau terroriste démantelé voilà un peu plus d'une semaine au Maroc, ont comparu jeudi devant le procureur de la chambre criminelle de Rabat, chargée des affaires de terrorisme, Hassan El Oufi, a constaté sur place l'Agence France-Presse.

On attendait qu'un juge d'instruction marocain décide de les écrouer ou de les relaxer, indiquait aussi l'AFP, mais on n'avait pas connaissance de cette décision à l'heure d'écrire ces lignes. Par ailleurs, le départ de la délégation belge vers le Maroc, prévu jeudi pour y établir de premiers contacts en vue de former une commission rogatoire, a été reporté à – peut-être – lundi. (R.P.)

A Naivasah, la vie n'est plus rose

- Des milliers d'ouvriers des "farm flowers" ont fui les violences ethniques. Des camps de toile accueillent les déplacés.

REPORTAGE

OLIVIER LE BUSSY

À NAIIVASHA (KENYA)

Posée dans la vallée du Rift, Naivasha, gros bourg situé à 90 km au nord-ouest de Nairobi, est depuis une dizaine d'années l'une des capitales mondiales de la culture des roses. Profitant des conditions exceptionnelles dont jouit le site (lire ci-dessous) une cinquantaine de plantations se sont installées aux abords du lac qui a donné son nom à la ville, pour cultiver les fleurs sur des milliers d'hectares de champs et de serres.

Depuis le début de l'année, l'odeur du sang masque celle des roses, suite aux violents affrontements ethniques provoqués par la victoire frauduleuse du président Kibaki lors du scrutin de décembre dernier. Pour venger les exactions dont avaient été victimes les Kikuyus (l'ethnie du Président) à Eldoret ou à Nakuru, les milices Mungiki ont fondu sur Naivasha, pourchassant et tuant les Luos et Luyas qui s'y étaient installés. Ne leur laissant que l'exode comme issue pour échapper aux incendies, aux lynchages et aux viols.

Alors qu'approchait la Saint Valentin, période où certaines exploitations réalisent 60 pc de leur chiffre d'affaires, les *flowers farms* ont perdu jusqu'à 20 pc de leur personnel, des milliers d'ouvriers fuyant la violence aveugle qui a fauché plus de 200 vies à Naivasha. Beaucoup, comme Peter Osiro, responsable de la production d'une serre chez Panda Flowers ont quitté la ville pour rejoindre les villes de l'ouest dont ils sont originaires. Il vient juste de reprendre le travail, après s'être réfugié un mois à Kisumu, à 300 km de Naivasha. "Ceux qui nous ont attaqués n'étaient pas de Naivasha" assure-t-il "mais des milices payées par le gouvernement".

Le matin au travail, le soir au camp

La Croix-Rouge kenyane a installé, à la hâte, deux villages de toile pour accueillir les déplacés. Le premier, situé au pied des collines, est peuplé de Kikuyus. Le second, installé en face des plantations d'un des gros bras du secteur, accueille des Luos et aux Luyas. "Il y a ici quelque 1 163 personnes qui n'osent pas rentrer chez elles", explique Frank Maina, l'un des volontaires de la Croix-Rouge. "Nous continuons à enregistrer des gens tous les jours, notamment des ouvriers horticoles qui sont revenus et qui n'ont plus d'endroit où aller". Tous les matins, de nombreuses personnes quittent le camp, pour aller travailler dans les plantations avoisinantes. Emma Atieno Ochieng est de celles-là. "Nous sommes partis juste avant que les milices n'arrivent. Et nous



■ La culture des roses est l'une des locomotives de l'économie kenyane.

n'avons plus rien" soupire-t-elle, en ouvrant les pans de la tente vide, où elle réside avec sa famille. Isaac Oluoch était charpentier, il a, lui aussi, tout perdu. "Je n'aspire qu'à quitter cet endroit où j'ai tant souffert pour retourner d'où je viens, à South Nionzo" explique-t-il, son gamin d'un an accroché au mollet. "Mais si je trouve du travail ici, alors je resterai".

Le camp est divisé en "quartiers", dans lequel un *community leader* a été élu. Phaniea Nelina passe de tente en tente, écoute les doléances des déplacés, rend visite aux malades, tente de désamorcer les problèmes. "La Croix-Rouge nous fournit la nourriture et la sécurité, mais ce que nous voudrions, c'est une grande tente, où nous pourrions prier." ■

"On vient de loin, pour travailler ici"

- Les exploitations "fair trade" veillent à améliorer les conditions de travail des ouvriers des exploitations horticoles.

Avec une croissance de 126 pc par an, le secteur des roses est, après le tourisme et le thé, une des locomotives de l'économie kenyane. Rien qu'en 2006, l'industrie – qui pointe, derrière l'Equateur et la Colombie, au 3^e rang mondial en terme d'exportations –, a accumulé 560 millions d'euros de bénéfice en 2006. La qualité du sol, de l'ensoleillement... et la main-d'œuvre bon marché ont attiré nombre d'entreprises sur les bords du lac Naivasha. Pour les 50 000 ouvriers du secteur, la situation est cependant moins rose : pour 30 euros par mois, beaucoup travaillent dans des conditions pénibles, en raison notamment de l'utilisation massive de pesticides qui provoquent des fausses couches, des cancers, des maladies pulmonaires...

Plusieurs *flower farms* ont rejoint le circuit du commerce équitable qui garantit des standards sociaux et environnementaux auxquels

elles doivent souscrire pour être certifiées FLO. Panda Flowers, qui emploie 900 ouvriers, et cultivent 21 variétés de roses, dont 80 millions sont exportés chaque année, pratique le fair trade depuis 2001. "Les consommateurs européens nous demandent d'être responsables. Il y a une demande croissante dans ce sens" explique le directeur de Panda, Richard Hechle. Chez Panda, le salaire est 1,5 à 2 fois supérieur à celui d'ouvriers d'autres exploitations. Au point de vue sanitaire, "nous respectons des règles très strictes de vaporisation des pesticides, la plupart naturels" assure Richard Hechle.

Un comité d'ouvriers a été mis en place, pour discuter de la meilleure manière de gérer et investir les 12 pc de bénéfices qui reviennent aux travailleurs. "L'argent sert à payer les bourses scolaires, l'éducation permanente, l'achat de moulins ou de terres..." explique Esther Kimuthia, une ancienne élue du Joint comitee. "Nous avons la sécurité de l'emploi, des congés de maternité, un équipement, un vélo, de meilleurs logements, de meilleurs salaires... On vient de loin pour travailler ici".

OleB, à Naivasha